



Pourquoi le président de l'université de Rouen quitte ses fonctions, en plein mandat ?

Le président de l'université Rouen Normandie a quitté ses fonctions, jeudi 12 janvier 2023 au milieu de son second mandat. Il explique ses raisons et revient sur cette expérience.



Le président de l'université Rouen Normandie a quitté ses fonctions jeudi 12 janvier 2022.

Le président de l'université de Rouen (Seine-Maritime) Joël Alexandre quitte ses fonctions. L'annonce a été réalisée, ce jeudi 12 janvier 2023. Arrivé en septembre 2016 à ce poste, et réélu en décembre 2020, il s'en va donc avant la fin de son second mandat. Une décision "réfléchi depuis un an".

Il s'apprête à "finir son quart" avec l'assurance que "la barre sera tenue" par les générations futures aux affaires. Ce départ "qui se fait de façon sereine", avant l'élection d'un nouveau président le 27 janvier, est l'occasion de revenir sur ses années d'engagement au sein de l'université avec leur lot d'aboutissements, mais aussi de regrets.

[Pierre-André Durand quitte ses fonctions de préfet de Normandie et de la Seine-Maritime](#)

Il est temps de penser aux siens

Qu'est-ce qui a motivé votre départ ?

Joël Alexandre : C'est une fonction ultra passionnante, qui exige des sacrifices personnelles et familiaux. À un moment donné, il est temps de penser aux siens. En 2020, quand j'ai décidé de m'engager à nouveau, on était en pleine pandémie, on n'avait pas fini le contrat de site qui va être signé dans quelques semaines, ça aurait été assez irresponsable de mon point de vue de ne pas le faire. La séquence actuelle est plus favorable. Maintenant que beaucoup de choses sont sur des rails, il faut que d'autres collègues prennent le relai. Je pars en retraite. Je vais terminer en "back-office". J'étais engagé nationalement sur un certain nombre de choses en tant que président. Et quelques autres dossiers me tiennent à cœur. Je pense aider quelques collègues à les faire progresser.

"Il a fallu accélérer l'usage du numérique"

Que retiendrez-vous de cette présidence ?

Joël Alexandre : J'ai la conviction que le lien entre la formation la recherche et l'innovation doit être très étroit. J'ai essayé d'agir pour que ce triptyque fonctionne mieux et davantage. Cela s'est traduit dans l'organisation de l'établissement en n'ayant pas dans l'équipe des collègues spécialisés dans la recherche, d'autres dans la formation, mais des collègues qui prennent en charge les deux dans des secteurs disciplinaires donnés. L'autre fil rouge qui m'a animé est de considérer que tous les enjeux et les défis qu'on a relevé, pouvait l'être par des approches trans et pluridisciplinaires. C'est ce qui a fait qu'on a lancé le projet de recherche Cop Herl après l'accident de Lubrizol. J'espère que cette direction est ancrée est quelle sera la signature de l'université de Rouen.

[Gestion, contaminants... Que dit le premier rapport scientifique sur l'incendie de Lubrizol ?](#)

Vos mandats ont aussi été marqués par la pandémie, qui a changé la donne...

Joël Alexandre : Les questions de sécurité m'ont mis dans le bain dès mon premier mandat en 2016, avant même la pandémie. Il faut se rappeler qu'on était à l'époque en

pleine période de risque d'attentat terroriste. On a eu un incident à Pasteur qui m'a conduit à fermer le site. Cette décision n'avait pas été facile, mais avait poussé à recruter du personnel pour tous ces aspects de sécurité. On a aussi investi sur la vidéosurveillance. Des choses qui sont devenues assez anodines maintenant, mais qui ne l'étaient pas à l'époque. Et puis il y a eu cette longue période à partir de mars 2020. J'étais le premier des présidents d'universités à prôner le port du masque et à dire qu'on allait organiser la rentrée avec. J'étais un peu le petit canard noir avec des idées exotiques, mais tout ça s'est finalement développé. Il a fallu très largement accélérer l'usage du numérique. Ce qui m'a frappé, c'est toute la richesse de nos ressources humaines au sein de la pandémie. S'il n'y avait pas eu l'engagement de beaucoup de collègues, je crois que c'est une période qui aurait pu être encore plus difficile. Cette période a fait évoluer pas mal nos rapports, les pratiques pédagogiques et notre façon de voir les choses.

"Les moyens par étudiants n'ont cessé de décroître"

Quel est votre sentiment sur la précarité étudiante et celle qui touche les personnels ?

Joël Alexandre : Durant la pandémie, c'était une précarité financière et une difficulté morale pour beaucoup d'étudiants, qui se retrouvaient seuls, alors que c'est une période de vie où on est là pour échanger. Cela reste aujourd'hui. C'est lié au contexte depuis mars dernier en termes de coût de la vie. 43 % de nos étudiants sont obligés d'avoir un petit métier, cela a plein de conséquences aussi sur notre organisation et notre manière de travailler. Dans mes fonctions ici et dans mes responsabilités nationales, j'ai essayé d'agir sur ces questions. Si j'avais un regret évident, c'est qu'on n'a pas réussi pendant la période électorale qu'on a connu en 2022 à peser un peu sur le débat national. Comparé à d'autres pays, l'enseignement supérieur et la recherche sont assez rarement sous les feux de la rampe. Les moyens par étudiants n'ont cessé de décroître depuis 2009. Pour Rouen, ce sont des taux d'encadrement qui se sont dégradés.

Ces dernières années, on a aussi vu les appels à projets se développer...

Joël Alexandre : De manière un peu générale, on est beaucoup à dénoncer l'évolution de l'écosystème. Je l'ai dénoncé en tant que président et que je serai plus libre de le dénoncer demain. Aujourd'hui, on doit répondre à des appels à projets dans tous les secteurs. On a une précarité parmi nos personnels qui s'est accrue, parce qu'on est en sous-effectif et sous-encadrement, mais aussi parce que les financements obtenus dans les appels à projet ne permettent que de payer des contractuels. On est en train d'osciller vers un modèle anglo-saxon. Tout ça nous impose des situations dramatiques, parce que derrière ce sont des compétences qu'on perd et on a un système qui nous met en concurrence. Même si la concurrence n'est pas ce qui nous fait peur, c'est

beaucoup d'énergie et de dépenses. C'est pour beaucoup aussi un changement de métier. Quand on veut être chercheur c'est pour mener ses recherches, être dans son labo et pas pour répondre à des appels à projets ou devenir manager.

[Pour lutter contre les épidémies, l'Université de Rouen veut collecter vos données de santé](#)

Est-ce seulement une question de moyens ?

Joël Alexandre : Ce n'est pas qu'une question de moyen, mais nos chers responsables politiques ne réalisent pas qu'on forme des générations qui feront l'avenir du pays. On n'est pas un pays qui bénéficie de matière première ou de gisements, sa force aujourd'hui c'est la formation de ses jeunes et de toute la population. Le travail qu'on a pu faire ces différentes années pour la formation tout au long de la vie est aussi une forme de fierté. J'ai toujours considéré que la période où le schéma perçu par beaucoup - on se forme on travaille et on profite de sa retraite - est largement dépassé aujourd'hui. On doit positionner l'enseignement supérieur et la recherche sur ces questions.

"L'université n'est pas appréciée à sa juste valeur"

Avez-vous d'autres regrets ?

Joël Alexandre : Je partirai avec le sentiment que la présence de l'université n'est pas appréciée et vue à sa juste valeur, comparé à d'autres villes où c'est une véritable institution. Certains commencent à l'avoir bien pris en compte, notamment la Métropole qui met aujourd'hui des moyens considérables. L'engagement doit se faire des deux côtés. On a fait un certain nombre de partenariat avec les communes dans lesquelles on est implanté. A [Mont-Saint-Aignan](#) par exemple, cela a été une première que d'ouvrir les laboratoires aux habitants. Avec un budget de près de 260 millions, dès qu'un euro est mis, c'est quasiment quatre euros de retombées pour le territoire par les salaires, le fait que les étudiants consomment, se déplacent. Alors qu'on est plus perçu comme un centre de coûts, avec des étudiants qui font du bruit, plutôt que comme un véritable lieu dynamique qui prépare l'avenir.

[Précarité menstruelle. L'Université de Rouen distribue des protections sur le campus d'Évreux](#)

Quel principal déficit attend le futur président ?

Joël Alexandre : La difficulté qu'on connaît à l'heure où nous parlons est financière. On a voté un budget 2023 en déficit eu égard à la crise énergétique. On va doubler nos dépenses d'énergie entre 2023 et 2022. On peut le faire une fois, parce qu'on a un fonds de roulement suffisamment approvisionné pour combler ces trous, mais il doit nous

servir pour faire d'autres investissements, notamment immobilier, des aménagements, etc. Les seuls moyens qu'on a obtenu dans le CPER (contrat plan État-Région) sont pour pour la bibliothèque. On n'est pas propriétaire de nos locaux, de plus de 300 000 m², mais on a les devoir du propriétaire sans l'être. Entretenir des bâtiments qui ne sont pas dans leur première jeunesse est une des grosses difficultés.